



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 218

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Daniel Paul.

M. Daniel Paul. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

La spéculation financière met en danger la croissance économique. Premier exemple: le GAN dont les pertes avoisineraient les 50 milliards, conséquence directe de placements financiers aventureux. La privatisation, qui redoublera la recherche de la rentabilité financière, n'est pas la solution. Deuxième exemple: la crise financière partie de l'Asie qui, malgré tous les propos rassurants, pourrait coûter à la France 0,5 % de croissance en 1998. Or l'austérité salariale serait la pire des solutions pour y faire face.

Les causes de ces crises sont connues: fuite en avant effrénée vers la conquête de marchés extérieurs, conglomerats industriels fonctionnant comme des pompes à finances, bulle financière déconnectée de l'économie réelle et se nourrissant en permanence de la spéculation. C'est la domination de l'argent sur le monde aux dépens du développement industriel et humain, au détriment de l'emploi. C'est la recherche systématique du profit; c'est ce que nous appelons l'ultralibéralisme.

La France n'est pas à l'abri de ces bouleversements et ce n'est pas la course à l'euro, conçue pour attirer les capitaux flottants qui l'en prémunira.

Il y a quelques jours, ici même, M. le ministre de l'économie et des finances laissait entendre que ce qui se passait en Asie du Sud-Est n'aurait pas de conséquence sur la croissance espérée dans notre pays. Dirait-il la même chose aujourd'hui, alors que, à l'évidence, l'inquiétude est réelle face au risque de voir les taux de change du yen s'effondrer et remettre en cause nos exportations, ou à celui d'une remontée des taux d'intérêts qui freinerait encore les investissements dans notre pays ? N'est-il pas temps que, à la financiarisation de nos économies et à la guerre qu'elle engendre et qui laisse tant de cadavres sur tous les continents...

M. Arnaud Lepercq. En comparaison de 80 millions de morts !

M. Daniel Paul. ... succède la coopération, le contrôle des capitaux baladeurs et leur taxation au profit du développement durable ? (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et sur plusieurs bancs du groupe socialiste.)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat au budget.

M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget. Monsieur le député, il est vrai que la spéculation fait des victimes. Vous avez cité l'exemple du GAN dont les pertes, dues en grande partie à la spéculation immobilière, sont évaluées à 38 milliards de francs, et non pas 50 comme je l'ai lu dans un quotidien du matin. (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française.)

Il est clair que la spéculation immobilière n'a pas seulement frappé le GAN,...

M. Jean-Luc Reitzer. Les socialistes !

M. Pierre Lellouche. C'est le GAN qui spéculait !

M. le secrétaire d'Etat au budget. ... et d'autres grandes banques privées ont subi des pertes considérables. Plusieurs députés du groupe du Rassemblement pour la République. Le Crédit lyonnais !

M. le secrétaire d'Etat au budget. Je citerai la banque d'affaires Pallas-Stern qui, après 10 milliards de pertes, a dû fermer.

Monsieur le député, vous avez posé une véritable question: que peut-on faire dans cette circonstance ?

Premièrement, pour le GAN - j'y insiste - rechercher les responsabilités, discuter avec le personnel, comme l'a fait le Gouvernement pendant tout l'été, et chercher une solution qui ménage le réseau régional du CIC et les intérêts du personnel dans lequel le Gouvernement a toute confiance.

Deuxièmement, il est clair que la crise asiatique est une crise de nature financière. Elle a des conséquences sur le Japon - vous l'avez souligné - et en aura peut-être sur les Etats-Unis dans une moindre mesure. L'Europe a suffisamment de facteurs de croissance interne pour garder un taux soutenu l'an prochain. Le Gouvernement maintient, à cause du redémarrage de la consommation, sa perspective de 3 % de croissance pour 1998.

(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, de plusieurs bancs du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert. - Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française.)

Données clés

Auteur : [M. Daniel Paul](#)

Circonscription : Seine-Maritime (8^e circonscription) - Communiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 218

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : budget

Ministère attributaire : budget

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 3 décembre 1997, page 6743

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 3 décembre 1997